

# «Le XXI<sup>ème</sup> siècle sera celui

## Les grandes mutations urbaines et leurs conséquences

Par Xavier GUILHOU, Directeur de XAG Conseil

**Quand on observe la crise en Asie avec les effets du tsunami, on a une bonne illustration de ce qu'est aujourd'hui l'urbanisation galopante dans les pays d'Asie, où la population est concentrée à 70% sur les littoraux. Quand il y a concentration de croissance démographique, d'urbanisation galopante et de risque majeur, on a des situations de crise mondiale qui dépassent l'entendement.**

Au moment de la révolution industrielle, notre planète comptait environ 3 milliards d'habitants et était essentiellement rurale. En l'espace d'un siècle, nous avons connu un doublement de la population mondiale pour atteindre 6 milliards d'individus avec en toile de fond l'émergence d'une croissance urbaine spectaculaire. Les experts estiment aujourd'hui que 48% de la population mondiale vit dans des villes. Ce phénomène a d'abord connu un développement sans précédent en Occident : en moins de 3 générations nous sommes en effet passés de 20% de population urbaine à quasiment 80%. Avec la mondialisation des échanges ce phénomène est en train de s'étendre sur l'ensemble du monde.

**Ainsi selon les projections établies par l'ONU, les habitants des zones urbaines représenteront 60% de la population mondiale en 2030, avec démographie de l'ordre de 10 milliards d'individus. A l'horizon 2050, les chiffres sont encore plus déstabilisants, puisque les spécialistes raisonnent avec des progressions vertigineuses sur l'Asie, l'Océan Indien et l'Afrique qui devraient se traduire par un nouveau doublement de la population mondiale, mais cette fois-ci sur un demi siècle. Autant dire que nous sommes confrontés à des défis qui dépassent nos modèles de pensée et nos outils d'ingénierie urbaine.**



Néanmoins, si dans nos sociétés de «riches vieillissants» nous avons aujourd'hui une vision assez élaborée, souvent exigeante et plus mature du fait urbain, il n'en n'est pas de même dans le reste du monde où 70% de la population a entre 15 et 25 ans et voit dans la ville une source de «survivance». Si les notions de «rurbanisation» avec alternance entre vie urbaine, modernité et recherche d'écologie, d'authenticité sont à l'ordre du jour dans nos sociétés à fort pouvoir d'achat, il faut être conscient qu'elles ne concernent qu'une infime partie de l'humanité.

**Ces modèles de vie ne prévalent que pour 10% de la population mondiale, qui concentre encore 85% de la richesse mondiale. Ils ne sont absolument pas transposables ailleurs.** Le reste de la planète a de la ville une autre vision plus prosaïque. Elle est le point de convergence, l'aboutissement de migrations considérables de population avec en toile de fond des ruptures démographiques qui transforment radicalement le paysage urbains de nombreux pays en mégalo-poles gigantes-

ques. A côté Paris fait figure de petit village.

Prenons le simple cas de la Chine. Actuellement ce pays compte plus de 40 villes de plus de deux millions d'habitants, sans compter ses grandes mégalo-poles comme Shangaï dont les perspectives de croissance urbaine défient l'entendement. Prenons simplement une petite ville comme Tianjin, bien connu de nos historiens pour avoir été en 1860 le point de débarquement de l'expédition punitive franco-britannique, lors de «la seconde guerre de l'opium», qui a débouchée sur le fameux «sac du palais d'été». Aujourd'hui les dirigeants de cette communauté urbaine de 12 millions d'habitants, où nos entreprises délocalisent leurs usines, réfléchissent à une progression de 25 millions d'habitants à horizon 2030. Imaginons à nos portes un chantier qui relierait Paris-Deauville en trois décennies. Même le baron Haussmann, qui a pourtant révolutionné l'urbanisme, ne s'est pas trouvé confronté à de tels enjeux. Au delà ces chiffres qui semblent vertigineux notre monde se trouve confronté à de véritables défis en terme d'urbanisation. Pour ma part j'en vois trois majeurs : **la maîtrise de la pauvreté, l'émergence de nouveaux modes de gouvernance, la problématique des logiques de sécurité.**

Au 1<sup>er</sup> degré il est évident que les mouvements de population en cours posent des problèmes basiques qui sont très éloignés de nos préoccupations architecturales et culturelles. Le premier est bien entendu celui de **la question de la maîtrise de la pauvreté.** D'ores et déjà nous sommes confrontés à une «spirale descendante». La croissance urbaine, pourtant moteur de la croissance mondiale, se fait autour de logique de très grande paupérisation.

En effet **pour les trois prochaines**



# des mégalopoles»



**décennies l'accroissement des zones urbaines va se faire sur des logiques de mégalopoles et essentiellement dans des bidonvilles. Elle concernera plus de deux milliards de personnes.**

Au delà cette concentration de la pauvreté, qui touchera d'abord les femmes et les enfants, (qui sont les citoyens les plus vulnérables) il faut imaginer le niveau d'effets induits de cette croissance sur le rythme de développement des infrastructures élémentaires, les questions de gestion d'environnement en terme de salubrité, d'hygiène, de santé à commencer par la question vitale que constitue l'accès à l'eau. Je n'ose aborder la question plus cruciale, pour la stabilisation et la sécurisation à terme de ces espaces, qui est celui de l'accès à l'éducation. Nous sommes très loin des questions de maîtrise des risques et des discours sur l'application du principe de précaution qui obsèdent nos sociétés. Dans ce contexte se pose la question des transports dont l'équation devient « infernale » dans certains pays d'Asie. Les moyens actuels de transport consacrent à eux seuls plus de 60% des matières premières fossiles très polluantes, dont nous savons tous que leurs productions arrivent à échéance dans 30-40 ans (c'est le cas notamment du pétrole qui constitue la clé de voûte des approvisionnements). Entre temps la progression de la demande est telle que nous allons inévitablement vers une explosion des coûts des matières premières et des logistiques de transport.

**Ces tensions ne se limiteront pas à de simples exacerbations sur les marchés mais généreront des crises majeures sur le plan géostratégique. Nous ne sommes qu'au tout début de grands mouvements de fond qui seront alimentés par ce double effet de la mondialisation et de l'urbanisation de ces sociétés.**

La grande différence avec ce que nous avons connu au XX<sup>ème</sup> siècle tient dans le niveau de brassage culturel des populations concernées; nous sommes très loin du phénomène d'exode rural qu'à connu la vieille Europe, les mouvements en cours touchent toute la planète et sont d'une amplitude beaucoup plus complexe.

Au 2<sup>o</sup> degré il faut impérativement se poser **la question de l'explosion des «référentiels» qui est sous-jacente**. D'ores et déjà, dans nos sociétés occidentales, fortement éduquées et encadrées sur les plans institutionnel et juridique, nous assistons à une ghettoïsation des quartiers avec l'émergence d'économie souterraine, de «zones grises», sous l'effet de ruptures démographiques importantes et incontournables. Pour la France, les rapports officiels estiment que 615 quartiers sont «sensibles», dont 150 «vraiment sensibles» et 15 «hypersensibles»<sup>[1]</sup>. Cette notion de «zones de non droit» n'existait que pour les experts il y a dix ans. Aujourd'hui nous assistons à une banalisation de ce type d'évaluation un peu partout en Europe et les questions d'insécurité urbaine font désormais les grands titres de nos médias. Que dire du reste de la planète où le «non droit» correspond à 80% de la réalité urbaine avec des différences de niveau de vie flagrants entre ceux qui concentrent les effets de la mondialisation et se cachent derrière les discours «convenables» du développement durable, et ceux qui tentent de survivre au quotidien. Rappelons à cet effet que le commerce mondial est passé de 580 milliards de \$ en 1980 à 6 300 milliards de \$ en 2004 soit 11 fois plus en terme de transaction, avec en parallèle une progression encore plus forte des flux de capitaux. Sans faire dans le misérabilisme, il faut prendre conscience que ces déséquilibres sont porteurs à terme de grandes ruptures sociales et politiques dont il faudra bien assumer le coût. Tout ceci se traduit pour le moment par une explosion des taux de

criminalité et de violence, par une augmentation des logiques de corruption, par le développement de réseaux parallèles, maffieux et l'on estime d'ores et déjà que 15 à 20% du commerce mondial est directement concerné par ces mouvements de fond.

Bien au delà ces évolutions, **il faut se poser la question de la pertinence et de la capacité de résistance de nos modèles de pensée et de gouvernance dit «démocratique»**; Que dire, notamment en Europe, de nos modèles westphaliens, issus de la révolution industrielle, avec comme référentiel le concept «d'état nation» face à la montée des communautarismes tous azimuts. Certains pensent que le «modèle new yorkais» semble s'imposer par défaut à toutes les mégalopoles du monde. La ville deviendrait une sorte «d'assemblage hétéroclite de constructions, un collage de collages et un lieu où la culture urbaine se crée et se négocie dans les espaces publics : rues, parcs, magasins, cafés et médias... un espace où coexiste «une multiplicité de dialogues, d'interactions, mais aussi d'ostracismes, de dénis et de dérobades», «une combinaison – faite de diversité raciale et de désir impétueux de nouveauté – qui explose souvent en une société qui manque totalement de civilité et qui se caractérise par des cultures antagonistes»<sup>[2]</sup>. Est ce que cette vibration à mi-chemin entre le multiculturalisme, le communautarisme, le réflexe tribal, le ségrégationnisme, dont se servent en terme marketing les marques de notre société de consommation, est un modèle idéal pour permettre à des sociétés déstructurées, fragmentées de se recomposer une identité nouvelle ? La question mérite d'être posée. Faut-il passer par l'étape de la grégarisation, de la paupérisation, de la tribalisation pour retrouver un modèle de gouvernance supérieur ? Aujourd'hui il semblerait que cette question est plutôt mal vécue et





que tout le monde appréhende cette recomposition de nos villes et de nos sociétés avec les mêmes réflexes xénophobes que les new yorkais des années 1800 qui diabolisaient les marins et travailleurs chinois qui débarquaient aux Etats Unis à l'époque, inventant ainsi les premières «chintowns».

Tout ceci signifie qu'au 3<sup>e</sup> degré nous allons être confrontés inéluctablement au **problème de la maîtrise des nouvelles conflictualités issues de cette formidable croissance urbaine**. Hier, derrière la révolution industrielle, nous avons pallié aux niveaux d'affrontements socio-économiques en inventant les grandes idéologies comme catalyseur. Elles ont produit les errements que nous avons connus au XX<sup>e</sup> siècle avec les grandes confrontations totalitaires qui ont endeuillé l'Europe et fait plus de 100 millions de morts. Que nous réserve le XXI<sup>e</sup> siècle dans ce domaine ? A priori les idéologies autour desquelles se sont retrouvés les occidentaux en terme de pouvoir et de puissance ne sont pas partagées par le reste du monde. L'expérience de cette réalité depuis 20 ans révèle une autre tendance: celle de l'implosion de nos référentiels et la radicalisation des logiques identitaires sur le terrain. L'essentiel de ce mouvement de fond se concentre sur ces nœuds de vie que constituent les villes et leurs points de rupture logistique que sont les plates formes portuaires, aéroportuaires, ferroviaires... Cette dérive a commencé dans les années 70/80 avec Saigon, Beyrouth, elle s'est poursuivie dans les années 90 avec Berlin, Sarajevo, aujourd'hui elle se poursuit à Bagdad, Abidjan, Buenos Aires... Chaque fois nous sommes confrontés aux mêmes scénarios : prise en otage des populations, déplacements massifs de réfugiés, pression médiatique sur la société civile, retrait des états, arrivée des ONG... Les niveaux et périmètres d'intervention ne cessent d'augmenter et les questions de gouvernance deviennent centrales : **«doit-on faire de l'ingérence ?» «les interventions peuvent elles ou doivent-elles être préventives ?» «sont-elles justes ?»**. Les mélanges de genre et la multiplicité des jeux d'acteurs complexifient les modes d'action et créent beaucoup de confusion. Hier les armées, garants majeurs de notre sécurité, étaient formées pour se battre pour des logiques nationales et

la protection de frontières. Aujourd'hui elles doivent protéger des populations civiles, mener des combats urbains vis à vis desquels elles sont peu préparées. Elles doivent coexister avec les gendarmeries ou les forces de police habituées à gérer des questions de sécurité publique. Tout ceci les amène à inventer de nouveaux concepts de coopération civilo-militaire, voire à glisser vers une militarisation de l'humanitaire qui est souvent mal perçue par la société civile. Cela pose la véritable question des glissements de sémantiques dites de «défense nationale» vers celles de la «sécurité» où les dimensions intérieures et extérieures sont confondues. A ce titre nous sentons bien aujourd'hui que notre société est plus menacée par la fragmentation de nos référentiels, l'implosion de ses valeurs héritées de la modernité urbaine et industrielle des XIX-XX, l'explosion des schémas identitaires issus de l'immigration, et la violence montante de certaines communautés au sein de nos villes que par une hypothétique invasion de l'extérieur. Les risques et les menaces ne sont plus sur les frontières physiques mais bien inhérents aux comportements et aux logiques de vie de nos cités. Ce changement de paradigme a bien été intégré notamment par les réseaux terroristes qui ont parfaitement compris que nos principales vulnérabilités étaient dans cette asymétrie, ce daltonisme ambiant. En frappant les «twins» à New York, ils ne se sont pas trompés ni de cible ni de symbolique. Dans un autre ordre d'idée, la crise du SRAS en Asie nous a montré que les grandes mégalo-poles portaient aussi en elles les germes de déstabilisation collective majeure. Tout ceci nous oblige à mettre à plat nos grilles de lecture et à faire preuve d'audace créative. Les enjeux que nous allons avoir à prendre en compte sortent des cadres.

**Nous répondons à toutes ces problématiques avec le langage de «l'intégration»**. A cette sémantique «convenable et convenue» les experts de l'ONU sur l'état des villes dans le monde nous rappellent qu'il faut rester lucide et ne pas nier la réalité. Pour eux **«s'intégrer ne signifie plus se confondre»**. Certes nous pouvons contester cette analyse et penser que nous aurons toujours la capacité d'imposer un modèle supérieur. Elle a au moins le mérite de nous interpeller sur un fait majeur que nous avons tendance à oublier dans nos rai-

sonnements : les ruptures démographiques en cours font émerger de façon massive de «nouveaux entrants» dans l'histoire mondiale avec des identités fortes autour de mégalo-poles de plus en plus attractives et l'occident devient marginal dans cette aventure de l'espèce humaine. Pour autant nous concentrons encore pour une ou deux décennies l'essentiel de la puissance. Comment allons nous utiliser ce potentiel de moyens et de souveraineté face au rupture de gouvernance qui émerge ? Faut-il inventer un nouveau mode de coexistence avec les autres cultures ou poursuivre dans l'imposition de notre mode de gouvernance unilatéraliste ? Le débat est ouvert entre les tenants d'un côté de la «fascination démocratique» et de l'autre de «l'illusion multiculturaliste». Tout se jouera autour de la constitution de ces grandes mégalo-poles qui deviennent les nouveaux centres de décision et les véritables laboratoires du futur. La parole est désormais à l'imagination et à la créativité. Rendez vous en 2030. Entre les deux nous pourrions méditer ce mot de René Char qui nous invite face à des situations «surréalistes» à «penser de façon stratégique et à agir de façon primitive !».

**Xavier Guilhou est :**

**Conseiller du commerce extérieur de la France**  
**Auditeur de l'IHEDN (Institut des Hautes Etudes de la Défense Nationale)**

**Membre du comité de liaison Défense du MEDEF et président du comité sur la coopération civilo-militaire et les sorties de crises**  
**CoAuteur de la «fin du risque zéro», «voyage au cœur d'une implosion – ce que l'Argentine nous apprend» et «quand PDG et ONG osent» (éditions Eyrolles)**

**Entre autre : diplômé du D.E.S.S d'aménagement du territoire et d'urbanisme de l'IEP de Paris – et auteur d'une thèse d'Histoire contemporaine sur «l'Urbanisation et les mentalités de 1920 à nos jours - l'exemple d'une ville moyenne : Niort» faculté de Poitiers.**

1 Note confidentielle de la Direction centrale des renseignements généraux (DCRG) citée dans le Figaro du 21 octobre 2004.

Sont considérés sensibles «les endroits où les livreurs ne viennent plus après 8 heures du matin, où les taxis refusent de pénétrer, où les médecins ne se déplacent plus la nuit, où les entreprises majoritent les devis»

2 Rapport des Nations Unies – UN – Habitat juillet 2004 «l'état des villes dans le monde»